

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 30/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON

10 boulevard de la République
Thouarcé
49380 Bellevigne-en-Layon

Références : 2023-310_COOP SYND DISTILLAT THOUARCE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON implanté Route de Faye d'Anjou Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon. L'inspection a été annoncée le 03/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée le jour de l'essai du système d'extinction fixe mis en place dans la cellule de stockage de l'alcool état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON
- Route de Faye d'Anjou Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon
- Code AIOT : 0006301335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Coopérative Syndicale de Distillation de Thouarcé et des Vignobles du Layon (qui fait partie de l'Union Agricole des pays de Loire (UAPL)), exploite sur la commune de Bellevigne-en-Layon, une distillerie qui assure le traitement des sous-produits de la production viticole. Elle effectue également la distillation de fruits (poires). Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2000 et de l'arrêté préfectoral modificatif du 10 novembre 2005 relatif à la gestion et au traitement des rejets aqueux.

Le site, anciennement soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432, relève désormais de la rubrique 4331 sous le régime de l'enregistrement (stockage d'alcool état).

Les installations sont soumises aux dispositions des arrêtés ministériels des :

- 1^{er} juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ;
- 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511.

L'exploitant a fait le choix d'appliquer les dispositions de l'article 43 de l'AM du 03/10/2010 (donc pas de mise en œuvre de la disposition de l'article 1-III-C de l'AM du 01/06/2015 modifié, qui permet d'opter pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'AM du 01/06/2015 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'AM du 03/10/2010).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stratégie de lutte contre l'incendie – liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stratégie de lutte contre l'incendie / Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Sans objet
2	Moyens en équipements et en personnel – recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	/	Sans objet
3	Disponibilité/ adéquation des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3 à 5	/	Sans objet
4	Taux d'application et durées phase d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3, 43-3-4 et 43-3-6 + annexes 5 et 6	/	Sans objet
5	Protection des installations - refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	/	Sans objet
6	Moyens en eau et émulseurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1 et 42-3-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Localisation réserves émulseurs, pomperies, points d'eau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1 - 2e à 5e alinéas	/	Sans objet
8	Émulseurs et substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)	Règlement européen du 13/06/2017, article (REACH 1906/2006) Annexe XVII-entrée 68 + Règlement POP 2019/1021 du 20/06/2019-article 3 et annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de défense incendie (PDI) doit être mis à jour pour tenir compte de l'évolution de la stratégie de lutte contre l'incendie (mise en place d'un dispositif d'extinction fixe automatique). Il sera transmis au préfet, accompagné le cas échéant de la demande de recours aux moyens du SDIS si l'exploitant opte pour un recours.

Le PDI comprendra :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de lutte contre l'incendie / Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie ;- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté ;- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
Constats : <p>À la suite de la visite d'inspection de décembre 2017 ayant porté sur la stratégie de lutte contre l'incendie, l'exploitant a transmis la dernière version de son plan de défense incendie (PDI) (version 3 de 01/2018).</p> <p>L'exploitant confirmait dans ce document son choix de rester sur les dispositions de l'article 43 de l'AM du 03/10/2010 (donc pas de mise en œuvre de la disposition de l'article 1-III-C de l'AM du 01/06/2015 modifié, qui permet d'opter pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'AM du 01/06/2015 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'AM du 03/10/2010).</p> <p>Les différents scénarios ont été étudiés (modélisation des flux thermiques et effets dominos) et présentés dans ce PDI. On notera en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- feux de réservoir alcool de fruit ou alcool état : absence d'effet hors site et d'effet domino. Le PDI mentionnait que ces scénarios n'étaient pas retenus. Par courrier du 06/01/2021, l'inspection précisait à l'exploitant que, même si les feux de réservoirs n'ont pas d'effet hors site, une stratégie devait être définie dans le PDI ;- feu de rétention de la cellule alcool état : effets hors site et effets dominos sur la cellule alcool de fruit (modélisation par feuilles de calcul GTDLI qui ne prend pas en compte les murs coupe-feu). <p>L'inspection a constaté lors de sa visite l'absence de récipient mobile. L'exploitant indique que l'ensemble des transferts d'alcool entre la distillerie et le stockage s'effectue par canalisation.</p>

[...]

[...]

Par courrier du 02/04/2021, l'exploitant a confirmé son choix de mise en place d'un système d'extinction fixe, avec fourniture d'une proposition technique de la société CHUBB. Par mail du 12/07/2021, l'inspection a formulé des questions sur le dispositif envisagé et rappelé la nécessité de transmettre un PDI mis à jour.

Le système d'extinction fixe a été mis en place début 2023. L'inspection a assisté lors de la visite aux essais de l'installation.

→ **Le plan de défense incendie doit être mis à jour pour tenir compte de l'évolution de la stratégie de lutte contre l'incendie (mise en place d'un dispositif d'extinction fixe automatique).** Le PDI devra répondre aux interrogations et observations formulées par l'inspection dans son courrier du 06/01/2021, son courriel du 12/07/2021 et dans le présent rapport, ainsi que des remarques formulées par le SDIS (suite à la rencontre avec le SDIS de novembre 2018).

Le PDI mis à jour, incluant le cas échéant la demande de recours au SDIS (cf. constat n°2), sera transmis au préfet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens en équipements et en personnel – recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 43-2. Moyens en équipements et en personnel. 43-2-2. Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers : <ul style="list-style-type: none">- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;- est approuvé par arrêté préfectoral ;- est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.
Constats : Par courrier du 08/10/2012, l'exploitant a formulé auprès du SDIS une demande de recours aux moyens du SDIS, sans précision sur les moyens sollicités. Le SDIS a demandé à l'exploitant par courrier du 25/10/2012 la fourniture des documents nécessaires à l'étude de la réponse opérationnelle la plus adaptée dans le cadre réglementaire fixé. Après échanges et fournitures des premiers éléments de stratégie de lutte contre l'incendie, le SDIS a donné son accord, par courrier du 21/11/2013, pour intégrer les moyens du SDIS dans la stratégie de l'exploitant. Toutefois, l'AM du 03/10/2010 a été modifié une première fois en septembre 2015 (une demande de recours devait être sollicitée avant le 30/06/2016). De plus, la stratégie de lutte contre l'incendie a évolué, suite à des échanges avec le SDIS en 2018, et leur préconisation de mettre en place un dispositif d'extinction fixe (« mise en place de déversoir/boîtes à mousse au sommet des 6 réservoirs avec réseau connecté à l'extérieur » - cf. compte-rendu de la réunion du 06/11/2018 entre exploitant et SDIS). Des moyens fixes d'extinction ont finalement été mis en place dans la cellule alcool état. Ils ont pour objectif d'assurer d'une part, l'extinction d'un feu de rétention, et d'autre part le refroidissement des 6 cuves de cette cellule. L'exploitant doit donc se repositionner pour indiquer s'il maintient une demande de recours aux moyens du SDIS (moyens à définir, en tenant compte du dispositif d'extinction fixe mis en place, et des besoins de refroidissement des installations voisines le cas échéant (cf. constat n°5 – article 43-3-7 de l'AM du 03/10/2010)), ou bien s'il se considère autonome (en capacité d'éteindre un incendie en moins de 3 h après le début de l'incendie, en assurant lui-même le refroidissement des installations voisines le cas échéant). → En cas de maintien d'un recours aux moyens du SDIS, la demande de recours doit être établie en conséquence. Elle doit clairement définir les moyens humains et les moyens matériels non consommables sollicités, en période ouvrée et/ou non ouvrée et pour chaque phase de la stratégie (extinction, refroidissement, post-extinction, le cas échéant phase de temporisation). La demande de recours aux moyens du SDIS accompagnera le PDI à transmettre au préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Disponibilité/adéquation des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3 à 5
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 43-2-3. La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m ²) ^{4/3} .s ni la valeur de 8 kW/m ² , sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; <ul style="list-style-type: none">- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés. 43-2-4. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : <ul style="list-style-type: none">- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 m³, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes. Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie. 43-2-5. Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Des moyens fixes d'extinction ont été mis en place dans la cellule alcool état. Il a été constaté lors de la visite que le déclenchement de l'extinction peut être effectué : <ul style="list-style-type: none">- en manuel : un déclencheur est situé au niveau de la porte d'accès au local ;- en automatique : 2 détecteurs de flammes sont présents dans la cellule alcool état. Dans les deux cas, une alarme retentit au moment du déclenchement manuel ou de la détection automatique, et il existe une temporisation de 30 secondes entre l'actionnement du déclencheur ou la détection automatique et l'ouverture de la vanne d'extinction. Lors de l'essai, cette temporisation a pu être constatée. Il a été également constaté, qu'en moins d'une minute, l'extinction automatique est activée, et qu'en moins de deux minutes, un tapis de mousse d'environ 30 cm d'épaisseur recouvre l'intégralité de la rétention (cellule alcool état). La mise en œuvre des moyens fixes d'extinction intervient donc bien dans un délai de moins de 15 minutes. L'exploitant prévoit la formation de personnels internes pour la gestion du système d'extinction automatique, notamment en cas de nécessité d'intervention manuelle, si celui-ci venait à ne pas s'enclencher. → Il appartient à l'exploitant de démontrer la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie, ainsi que la formation de son personnel. Ces éléments sont à détailler dans le PDI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Taux d'application et durées phase d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3, 43-3-4 et 43-3-6 + annexes 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>43-3-4. Dès lors que la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant prévoit l'intervention des services d'incendie et de secours, la définition par l'exploitant du taux d'application et la durée de l'extinction respectent :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit les valeurs données en annexe VI du présent arrêté. Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (versions d'août 2008) ;- soit a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. Le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des taux d'application et durée d'extinction supérieurs au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, dans la limite des exigences fixées dans le chapitre 5 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), et, pour les liquides miscibles à l'eau, a minima un taux d'application de 15 litres par minute et par mètre carré pour les modes d'application non prévus par cette norme ; <p>[...]</p> <p>43-3-6. Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit la mise en œuvre de plusieurs moyens d'extinction (par exemple mobiles et fixes), le taux d'application retenu pour leur dimensionnement est calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant.</p> <p>Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit l'utilisation de plusieurs classes d'émulseurs, le taux d'application retenu pour le dimensionnement des moyens est celui de la classe la plus pénalisante.</p> <p>Durées :</p> <p>Annexe 5 (site autonome) :</p> <p>« Pour la détermination des réserves minimales en émulseur et éventuellement des réserves en eau, la durée de la phase d'extinction est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- feu de réservoir :- 20 minutes en cas d'usage de moyens fixes ou semi-fixes ;- 20 minutes pour une surface de réservoir inférieure à 2 000 mètres carrés, plus 10 minutes par tranche de 1 000 mètres carrés de surface de réservoir au-delà des 2 000 mètres carrés en cas d'usage de moyens mobiles.- feu de rétention ou de sous-rétention :- réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction le temps de réunir l'intégralité des moyens d'extinction ;- extinction en 20 minutes. » <p>Annexe 6 (sites ayant recours aux moyens du SDIS) :</p> <p>« Pour la détermination des réserves minimales en émulseur et éventuellement des réserves en eau, la durée de la phase d'extinction (pour un feu de réservoir, de rétention ou de sous-rétention) est de :</p> <ul style="list-style-type: none">- vingt minutes en cas d'usage de moyens fixes ;- vingt minutes pour une surface de réservoir, de rétention ou de sous-rétention inférieure à 2 000 m², plus dix minutes par tranche de 1 000 m² de surface de réservoir, de rétention ou de sous-rétention, au-delà des 2 000 m² en cas d'usage de moyens mobiles ou semi-fixes. » <p>Constats :</p> <p>Des moyens fixes d'extinction ont été mis en place dans la cellule alcool état. La proposition technique de CHUBB transmise en avril 2021 prévoyait la mise en place de couronnes fixées en haut des 6 cuves d'alcool état (mousse bas foisonnement en partie haute de chaque réservoir), avec pour objectif d'assurer, d'une part l'extinction d'un feu de rétention (taux d'application retenu de 4 l/min/m²), et d'autre part le refroidissement des 6 cuves.</p> <p>[...]</p>

[...]

Finalement, le système mis en place est constitué de :

- 3 déversoirs de mousse placés en haut de 3 réservoirs situés aux extrémités de la cellule, pour assurer l'extinction d'un feu de rétention, permettant, selon le prestataire, une application en moyen foisonnement, avec un taux d'application de 4 l/min/m² de surface de rétention. Ce taux d'application respecte les taux définis, pour une application douce, dans les annexes 5 (site autonome) ou 6 (sites ayant recours aux moyens du SDIS) ;
- de buses placées en haut des 6 cuves (4 buses par cuves), pour le refroidissement des réservoirs permettant, selon le prestataire, une application en bas foisonnement, avec un taux d'application de 15 l/min/m de circonférence des réservoirs (cf. constat n°5 sur le refroidissement - art. 43-3-7).

Pour la détermination des réserves minimales en émulseur, la proposition technique de CHUBB d'avril 2021 se basait sur une durée d'extinction de 20 minutes, conformément aux annexes 5 et 6.

→ Il appartient à l'exploitant de présenter et justifier dans son PDI les taux d'application retenus, et la durée d'extinction retenue pour déterminer les réserves minimales d'émulseur et d'eau, compte tenu du système d'extinction fixe mis en place.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-3-7. Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Le refroidissement des réservoirs situés dans la cellule alcool état est prévu via le système de buses placés en haut de chaque réservoir (4 buses par réservoir).</p> <p>Le prestataire a indiqué qu'un débit de 15 l/min/m de circonférence de réservoir avait été pris en compte (conforme aux dispositions de l'art. 43-3-7).</p> <p>Les réservoirs ont un diamètre de 3,25 m soit une circonférence de 10,21 m. Le besoin en eau pour chaque réservoir s'établit donc à 153,2 l/min/réservoir, soit 919 l/min pour les 6 réservoirs (55,1 m³/h).</p> <p>Concernant le refroidissement des autres installations (cellule alcool de fruits soumise à des effets dominos (8 kW/m²) selon les modélisations réalisées en 2018), l'inspection rappelait, dans son courriel du 12/07/2021 la nécessité d'examiner les besoins de refroidissement :</p> <p>« L'interrogation restante est la protection des autres installations exposées à un flux de 8 kW/m² dans le cas du feu de la rétention de la cellule alcool état (installations autres que les réservoirs de la cellule qui seront protégés par le système d'extinction auto), cf. art. 43-3-7. Il conviendra de préciser clairement quelles sont ces installations (selon la modélisation Flumilog du feu de la rétention alcool état) et de dimensionner le besoin en eau de refroidissement.</p> <p>Pour rappel (cf. notre courrier du 06/01/2021), il convient de prendre en compte les surfaces exposées (surfaces développées et non pas surfaces au sol). »</p> <p>→ L'exploitant doit déterminer les installations à refroidir et les besoins en refroidissement selon les dispositions de l'article 43-3-7 de l'AM du 03/10/2010. Les besoins en eau et en émulseur le cas échéant (cf. articles 43-3-1 et 43-3-2) seront déterminés en tenant compte du refroidissement nécessaires. Ces éléments sont à intégrer dans le PDI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens en eau et émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1 et 42-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 43-3. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application. 43-3-1. L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre. [...] 43-3-2. Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.
Constats : Dans la proposition technique de CHUBB transmise en avril 2021 pour le système d'extinction fixe de la cellule alcool état, les besoins en eau et en émulseurs ont été ainsi déterminés : <u>* Besoins en eau :</u> - pour l'extinction de la rétention : rétention de 15 m x 8 m, un débit de 4 l/min/m ² , soit 480 l/min, soit 28,8 m ³ /h. Un coefficient de 1,15 pris en compte, soit 33 m ³ /h ; - pour le refroidissement des 6 cuves : à un débit de 15 l/min/m de circonférence de réservoir, pour un diamètre de 3,25 m, 153,2 l/min/réservoir, soit 919 l/min pour les 6 réservoirs (55,1 m ³ /h). Un coefficient de 1,15 pris en compte, soit 64 m ³ /h ; Soit un total de 97 m ³ /h. Il a été considéré la nécessité d'une autonomie en eau pendant 60 minutes, soit un besoin de 97 m ³ . La proposition technique intégrait également l'alimentation des RIA de la distillerie (hors installation de stockage des alcools), avec un besoin de 20 m ³ /h sur 20 minutes soit 7 m ³ . Lors de la visite, l'exploitant a confirmé avoir raccordé ses RIA sur le dispositif. Le besoin en eau s'élève ainsi à 104 m ³ . Une réserve d'eau placée dans un container maritime, d'un volume utile de 60 m ³ , a été mise en place. Elle est réalimentée en automatique par le réseau de ville (un débit de réalimentation de 40 à 50 m ³ /h minimum aurait été constaté lors d'essai – non vérifié lors de la visite), ce qui permettrait de disposer des 104 m ³ attendus. <u>* Besoin en émulseurs :</u> Besoin total minimal de 480 + 919 l/min = 1400 l/min L'installation d'extinction automatique devait initialement être composée d'une couronne de 6 buses au-dessus de chaque cuve. Les buses retenues devaient délivrer un débit de 41,3 l/min, soit 6x41,3x6 cuves = 1487 l/min (répondant au minimum attendu de 1400 l/min). Il avait été déterminé un besoin minimum en émulseur (dosage 3%) de 0,03x 1487x1,1 (coefficient sécurité)x20 min + 30 % = 1277 l. Ces calculs sont à reprendre compte tenu de l'installation finalement mise en place (tenant compte du débit effectif des buses et déversoirs retenus). Les besoins en eau et émulseurs décrits ci-dessus n'intègrent pas les besoins liés au refroidissement (cf. constat précédent n°5), qui doivent être déterminés. [...]

[...]
→ L'exploitant doit déterminer et justifier dans son PDI le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau nécessaires, en tenant compte du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7. Il doit décrire les moyens en eau et en émulseur disponibles et justifier que ces moyens permettent de répondre à ces besoins.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Localisation réserves émulseurs, pomperies, points d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1 - 2e à 5e alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie-liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 43-3-1. [...] <i>Alinéa 2 :</i> L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.</p>
<p><i>Alinéas 3 à 5 - Non applicables aux installations existantes :</i> Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable : -pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ; -ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.</p>
<p>Constats : Le local technique de l'installation d'extinction automatique est situé à environ 20 m de la cellule d'alcool état, en dehors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² d'après les modélisations de flux réalisées en 2018 (effets thermiques de 5 kW/m² jusqu'à 15 m de la cellule). Le local technique accueille le stockage d'émulseur, le groupe diesel et sa réserve d'hydrocarbures. A côté du local technique (à environ 26 m de la cellule d'alcool état), se trouve un container accueillant la réserve d'eau associée au système d'extinction automatique. Un poteau incendie, raccordé au réseau public, accessible depuis la route et depuis le site, est par ailleurs implanté à proximité du local technique, à environ 18 m de la cellule d'alcool état.</p>
<p>Observations : → Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau seront localisés sur un plan (à joindre au PDI), avec confirmation qu'ils se trouvent en dehors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m².</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Émulseurs et substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2017, article (REACH 1906/2006) Annexe XVII-entrée 68 + Règlement POP 2019/1021 du 20/06/2019-article 3 et annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, PFAS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement REACH 1907/2006 - annexe XVII (restrictions applicables à la fabrication, à la mise sur le marché et à l'utilisation de certaines substances dangereuses et de certains mélanges et articles dangereux)</p> <p>Entrée 68 : Acides perfluorocarboxyliques linéaires et ramifiés de la formule $C_nF_{2n+1}-C(=O)OH$ où $n = 8, 9, 10, 11, 12$ ou 13 (PFCA en C9-C14), y compris leurs sels et leurs combinaisons;</p> <p>Toutes les substances apparentées aux PFCA en C9-C14 comportant un groupe perfluoré de formule $C_nF_{2n+1}-$ directement rattaché à un autre atome de carbone, où $n = 8, 9, 10, 11, 12$ ou 13, y compris leurs sels et leurs combinaisons;</p> <p>Toutes les substances apparentées aux PFCA en C9-C14 comportant, parmi leurs éléments structurels, un groupe perfluoré de formule $C_nF_{2n+1}-$ qui n'est pas directement rattaché à un autre atome de carbone, où $n = 9, 10, 11, 12, 13$ ou 14, y compris leurs sels et leurs combinaisons.</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <p>a) une autre substance, en tant que constituant ; b) un mélange ; c) un article ;</p> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour :</p> <p>iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> — les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; — les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; — à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; — les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021. <p>Règlement POP 2019/1021 du 20/06/2019 – article 3 et annexe I</p> <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I du règlement POP soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites. La restriction de l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021, concerne les acides perfluorooctanoïque (PFOA) y compris tous ses isomères ramifiés, ses sels et les composés apparentés au PFOA. Une dérogation existe pour les émulseurs.</p> <p>Les émulseurs qui contiennent plus de 25 ppb de PFOA (0,025 mg/kg, 0,0000025 % en masse) ne peuvent plus être utilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - depuis juillet 2020 - pour les formations - depuis juillet 2020 - pour les essais (sauf si tous les rejets sont contenus) - depuis le 1er janvier 2023 - Les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets - juillet 2025 -interdiction totale.

Constats :

La fiche de données de sécurité de l'émulseur utilisé sur le site (Polyfoam 3/3), révisée en date du 21/05/2015, a été fournie en amont de la visite. Elle indique en section 3 que le produit contient entre 10 et 15 % d'éthylène-glycol, et entre 10 et 15 % de 2-(2-butoxyéthoxy)éthanol. La section 3 de la FDS ne mentionne donc pas de PFOA ou PFCA, mais l'absence d'inscription en section 3 ne garantit pas l'absence de ces substances dans l'émulseur.

La section 15 indique que le produit n'est pas concerné par l'annexe XVII de REACH (restriction) et ne mentionne pas le règlement POP, mais la mise à jour de la FDS date de 2015, et est donc antérieure aux restrictions introduites dans les règlements REACH et POP (inscription des PFOA en annexe XVII du règlement REACH en 06/2017 et modifiée en 08/2021, inscription des PFOA dans le règlement POP en 04/2020).

Selon les échanges avec l'exploitant et son prestataire CHUBB, cet émulseur contiendrait des substances fluorées. Il est ainsi prévu de remplacer cet émulseur par un autre non fluoré (devis fourni), à savoir le produit ECOPOL.

La FDS datée du 22/10/2021 et la fiche technique de cet émulseur ont été transmises après la visite.

Cet émulseur est à base de 2-(2-butoxyéthoxy)éthanol, alkylbétaine et dodcan-1-ol (pas de PFOA ou PFCA mentionné en section 3). La FDS section 2.3 mentionne que le mélange ne contient pas de substance extrêmement préoccupante selon l'article 57 du règlement REACH, ni ne répond aux critères applicables aux mélanges définis à l'annexe XIII du règlement REACH (substances persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) et très persistantes et très bioaccumulables (vPvB)), ni ne contient de substances $\geq 0,1$ % présentant des propriétés perturbant le système endocrinien. La fiche technique atteste que le mélange est sans fluor.

L'essai effectué lors de la visite a été réalisé avec l'émulseur Polyfoam 3/3. Compte tenu de la configuration du stockage, situé dans un bâtiment formant rétention, les effluents générés ont été entièrement contenus dans le bâtiment. Il était prévu un pompage de ces effluents pour enlèvement et traitement hors site.

Observations :

→ Il est demandé à l'exploitant de confirmer et justifier que les effluents générés lors de l'essai contenant du Polyfoam 3/3, émulseur a priori fluoré, ont été entièrement contenus et gérés sans rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet